

EXPOSITION



GOETHE
INSTITUT

Sprache. Kultur. Deutschland.

UNE EXPOSITION SUR
L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

DU 28 SEPTEMBRE AU 29 NOVEMBRE 2019

GOETHE-INSTITUT MONTREAL

DIE MAUER

Eine Grenze durch
Deutschland



Remerciements et références

Bundesstiftung zur Aufarbeitung der
SED-Diktatur (Fondation fédérale pour
l'étude de la dictature du SED)

www.bundesstiftung-aufarbeitung.de

BUNDESSTIFTUNG
AUFARBEITUNG 

Goethe-Institut Montreal
www.goethe.de/montreal
www.goethe.de/canada/mur



ZONES D'OCCUPATION

Le rideau de fer

À la Conférence de Potsdam en juillet 1945, les Trois Grands, le premier ministre britannique Winston Churchill, le président américain Harry Truman et le dictateur soviétique Joseph Staline affirment qu'ils gouverneront conjointement le Reich allemand vaincu. L'Allemagne sera divisée en zones d'occupation et sa capitale, Berlin, en secteurs. Les puissances victorieuses doivent administrer leurs territoires de façon autonome, et elles acceptent de décider des questions concernant l'Allemagne dans son ensemble au sein d'un Conseil de contrôle à Berlin. Cependant, la détérioration des relations entre les Soviétiques et les Alliés occidentaux a raison de cette alliance inégale au bout de quelques mois. La ligne de démarcation entre les zones britannique et américaine d'une part et soviétique d'autre part devient la frontière entre deux visions du monde opposées. Churchill s'y attendait depuis un moment. Quatre jours seulement après la capitulation de l'Allemagne, il employait pour la première fois, dans un télégramme à Truman, l'image d'un « rideau de fer » tombant au milieu de l'Europe et divisant le continent.

La situation empire particulièrement à Berlin. L'ancienne capitale du Reich est divisée en quatre secteurs; les trois puissances victorieuses et la France sont contraintes de coopérer étroitement. Mais des conflits sérieux voient le jour dès les premiers mois de l'occupation des quatre puissances. Au début du printemps 1946, ces conflits s'enveniment, à la fois ouvertement, sous forme de batailles de propagande, et discrètement, dans le cadre d'opérations secrètes. L'espoir d'une coopération entre les puissances victorieuses s'évanouit en peu de temps. Ce n'est pas la paix qui régnera en Europe et dans le monde, mais la guerre froide qui éclatera entre l'Est et l'Ouest.

02



BLOCUS

Sauvetage venant des airs

C'est à Berlin que la confrontation entre la démocratie occidentale et la dictature soviétique se fait le plus sentir. Des élections libres ont lieu dans toute la ville en octobre 1946, les premières depuis 1932 et les dernières avant 1990. Les électeurs s'expriment clairement en faveur de la social-démocratie, qui jouit d'une longue tradition, et du parti chrétien-démocrate nouvellement fondé. Pour sa part, le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), issu de la fusion forcée du Parti communiste d'Allemagne (KPD) et de fractions du Parti social-démocrate, ne reçoit qu'un cinquième des votes. Les Soviétiques refusent toutefois de confirmer l'élection du maire Ernst Reuter en juin 1947. Lorsque l'Allemagne de l'Ouest introduit un an plus tard le mark allemand (DM) en tant que nouvelle devise, le commandant de la garnison soviétique s'oppose à la résolution du problème monétaire à Berlin. Les trois secteurs occidentaux commencent alors à utiliser le DM. Staline réagit en imposant un blocus sur toutes les voies terrestres et fluviales menant des zones d'occupation occidentales aux secteurs

occidentaux de Berlin. L'alimentation en électricité et l'acheminement de nourriture sont également interrompus, affectant ainsi des millions d'habitants. L'administration provisoire est-allemande érige des postes de contrôle autour de Berlin et aux frontières des secteurs à l'intérieur de la ville. Les trois secteurs occidentaux ne sont pas complètement isolés durant le blocus, dans la mesure où les visites y sont autorisées. Cependant, toute personne prise par la police est-allemande à passer des vivres et des fournitures en contrebande s'expose à des sanctions sévères. Le gouverneur américain Lucius D. Clay ne cède pas au chantage des Soviétiques. Il donne suite à une suggestion audacieuse d'un officier britannique et fait en sorte que les trois secteurs occidentaux de Berlin soient dès lors approvisionnés par voie aérienne. C'est le début du pont aérien. Des avions remplis de vivres et de fournitures atterrissent toutes les quelques minutes. En mai 1949, les Soviétiques cèdent, dans l'embarras, et ouvrent de nouveau les voies de communication en provenance et à destination de Berlin-Ouest.

03



LUTTE DES CLASSES Politiques contre le peuple

En 1952, le Parti socialiste unifié (SED), qui détient le pouvoir en Allemagne de l'Est, décide d'instaurer le socialisme. Au cours des années précédentes, il avait mis en place une dictature avec le soutien des Soviétiques. L'Allemagne est divisée en deux États depuis 1949. Tandis que les conditions de vie s'améliorent constamment en Allemagne de l'Ouest, le SED mène une lutte des classes contre sa propre population. Les paysans sont contraints d'adhérer à des coopératives, les entrepreneurs privés sont mis à genoux à l'aide d'impôts ne cessant d'augmenter et les chrétiens sont persécutés. Lorsqu'une augmentation de la productivité de dix pour cent est décrétée en 1953, les travailleurs de la construction de Berlin-Est descendent dans la rue. Le 17 juin, le mouvement de protestation s'étend à toute la RDA. Environ un million de personnes dans plus de 700 villes et communes manifestent, revendiquant des élections libres et la fin de la dictature. Le régime du SED est sur le point de s'effondrer. Des chars soviétiques envahissent alors le pays et répriment le mouvement de protestation. Au moins 55 personnes trouvent la mort.

04

Cette insurrection populaire est un choc pour le SED. La direction du parti réagit premièrement en faisant des concessions visant à apaiser la situation et améliorer le système d'approvisionnement. En même temps, cependant, elle renforce la Sécurité d'État (mieux connue sous le nom de Stasi). En 1958, le parti se sent revigoré et annonce lors de son cinquième congrès qu'il poursuivra la mise en place du socialisme dans tous les domaines de la société. Le SED ne se limite pas à mener des campagnes idéologiques. Il impose également la collectivisation de l'agriculture. Des entrepreneurs privés, artisans, boulangers, bouchers et les commerçants qui restent sont dépossédés ou contraints d'adhérer à des coopératives de production. Les chrétiens sont de nouveau tourmentés. L'agriculture enregistre des pertes dramatiques et la crise de l'approvisionnement empire. Au début des années soixante, le SED a de nouveau propulsé la RDA dans une crise.



DIRECTION OUEST Exode de la RDA

Les politiques du SED contre sa propre population et une nouvelle détérioration des conditions de vie incitent à la fin des années cinquante un nombre croissant de personnes à quitter la RDA pour toujours. Leur destination est la République fédérale, où les attendent la liberté, la démocratie et le miracle économique allemand. Ce sont principalement des jeunes et des gens instruits qui décident de fuir.

Mais, depuis un moment déjà, il n'est plus aussi facile de se rendre à l'Ouest. En effet, depuis 1952, la frontière interallemande est fermée par des fils barbelés et les points de passage sont étroitement contrôlés. La police frontalière est-allemande a également fermé la frontière autour de Berlin. Les frontières entre les secteurs sont certes surveillées, mais elles ne sont pas complètement fermées en raison de la responsabilité commune des quatre puissances alliées. De nombreuses lignes de métro et de train circulent dans tous les secteurs. Toutefois, quiconque s'approche de la ligne de démarcation avec beaucoup de bagages risque de se faire arrêter.

05

Malgré tout, le centre d'accueil de réfugiés Marienfelde à Berlin-Ouest est bientôt surpeuplé. Le nombre de réfugiés, qui s'élève à 12 000 par mois en 1959, augmente de moitié en 1960. Au début de l'été 1961, jusqu'à 2 400 hommes, femmes et enfants entament une nouvelle vie à l'Ouest avec quelques valises seulement. Ceux qui obtiennent le statut de réfugiés politiques se voient accorder un appartement à Berlin-Ouest ou en République fédérale. L'aviation civile étant du ressort des Alliés occidentaux, les déplacements se font en toute sécurité. En exigeant un contrôle de la circulation aérienne en provenance et à destination de Berlin-Ouest, le chef d'État soviétique Nikita Khrouchtchev et le secrétaire général du SED Walter Ulbricht tentent manifestement de fermer cette brèche.



CONSTRUCTION DU MUR 13 août 1961

Cela se passe au milieu de la nuit du 12 au 13 août 1961. Les lumières s'éteignent à 1 h 05. Symbole de la question allemande non résolue, la Porte de Brandebourg tout illuminée est soudain plongée dans l'obscurité de cette douce nuit d'été. On ne distingue que les silhouettes des véhicules blindés roulant à travers ce monument classique et celles des soldats en uniforme formant un cordon le long de la frontière entre les quartiers de Mitte et Tiergarten. À ce même moment, les forces armées de la RDA sont déployées non seulement à cet endroit, mais également autour des trois secteurs occidentaux de Berlin. Elles ferment les quelque 80 points de passages officiels existants, installant des barbelés à travers des rues, des terrains en ruines et des parcs.

Les Allemands de Berlin-Est et de la RDA sont autorisés à franchir la frontière des secteurs occidentaux uniquement avec un laissez-passer spécial - en somme, ils ne le sont pas du tout. Vers 1 h 45, Berlin-Ouest est bouclé complètement et entouré de gardes armés.

Depuis le printemps 1961, la vague de réfugiés menace l'existence de la RDA et c'est l'argument qu'utilise Walter Ulbricht pour convaincre Nikita Khrouchtchev d'isoler Berlin-Ouest. Le chef de la sécurité du SED, Erich Honecker, camoufle parfaitement ce qu'on appelle « l'Opération Rose ». Bien que cette intervention nécessite de longs préparatifs et la participation de milliers de soldats, policiers et membres des milices paramilitaires, aucun détail n'est rendu public avant l'opération. Des rumeurs isolées attirent certes l'attention des services de renseignements ouest-allemands, mais les politiciens à Bonn et Berlin ne peuvent s'imaginer que la RDA osera violer l'entente entre les quatre puissances en fermant la frontière entre les secteurs Est et Ouest.



REALPOLITIK La réaction des Alliés

La construction du Mur prend l'Ouest au dépourvu, mais les trois puissances protectrices de Berlin ne voient pas la nécessité d'user de représailles. Les dirigeants occidentaux réagissent avec calme : le président américain John F. Kennedy fait de la voile au large du Massachusetts, le premier ministre britannique Harold MacMillan va à la chasse en Écosse, et le président français Charles de Gaulle se repose en Champagne. Tous les trois voient dans la fermeture de la frontière une confirmation de la réalité politique. Kennedy déclare de façon lapidaire: « Nous ne ferons rien, car la seule alternative serait la guerre. »

Les États-Unis veillent scrupuleusement au respect de leurs droits. Dans une allocution télévisée le 25 juillet 1961, Kennedy avait fait savoir à Nikita Khrouchtchev ce que l'Ouest accepterait et ce qu'il n'accepterait pas. Ce qui est indispensable, selon lui, c'est la présence des Alliés à Berlin-Ouest, des voies d'accès libres en provenance et en direction de Berlin-Ouest et le droit d'autodétermination des Berlinoises de l'Ouest.

Il ne fait aucune mention de Berlin-Est dans son discours. Les Allemands, cependant, ne sont pas prêts à accepter la fermeture de la frontière. Le maire de Berlin-Ouest, Willy Brand, écrit à Washington : « L'inaction ou une attitude purement défensive pourrait engendrer une crise de confiance envers les puissances occidentales. » Kennedy envoie alors son vice-président Lyndon B. Johnson à Berlin, il nomme Lucius D. Clay envoyé spécial du président et ajoute 1 500 GI à la garnison américaine de Berlin-Ouest. La Grande-Bretagne et la France envoient également des renforts militaires. Les Alliés affichent leur présence protectrice par le biais de chars d'assaut. Ils regagnent ainsi la confiance des Berlinoises de l'Ouest, et ce tout particulièrement lorsque Kennedy visite la ville en 1963 et prononce sa célèbre phrase: « Ich bin ein Berliner! » Ce n'est qu'en 1972, toutefois, dans le cadre de l'accord quadripartite, que sera officialisé le statut de Berlin, modifié radicalement par la construction du Mur.



DÉSESPOIR Souffrance et soif de liberté

La construction du Mur ne divise pas seulement Berlin, elle sépare également des familles et des amis. Quelques jours après le 13 août 1961, la frontière présente encore des brèches. Des milliers de Berlinoises de l'Est saisissent cette occasion. Durant les douze premières heures seulement, une trentaine de jeunes s'enfuient à la nage vers l'Ouest à travers le Landwehrkanal, le Heidekampgraben et le Britzer Zweigkanal. Au début, les murs de cimetières et d'usines le long de la frontière offrent aussi un accès relativement facile à Berlin-Ouest. Mais il sera beaucoup plus difficile de fuir après le 15 août 1961, lorsqu'une barricade de béton et de briques remplacera les fils barbelés au centre-ville. Quelques dizaines de maçons assignés à la construction du Mur réussissent à s'échapper; de nombreux gardes-frontières désertent également. Jusqu'au 23 août 1961, les Berlinoises de l'Ouest sont autorisés à se rendre à l'Est avec leur carte d'identité. Mais le Politburo de la RDA met fin à ce privilège qui permet à de nombreux Allemands de l'Est de quitter la RDA

avec des cartes d'identité de Berlin-Ouest entrées en contrebande à l'Est. Pendant les deux années et demie qui suivent, la séparation entre les populations de l'Est et de l'Ouest est presque totale. Seuls les lettres et les télégrammes traversent la frontière, mais toujours après des contrôles serrés et souvent avec plusieurs jours de retard. Jusqu'à l'automne 1961, des réfugiés passent à l'Ouest en empruntant des canalisations, n'hésitant pas à ramper dans des matières fécales. En septembre, des groupes bien coordonnés parviennent encore à s'enfuir en plein jour, à certains endroits, à travers des fils barbelés préalablement coupés.

Des scènes déchirantes se déroulent à la frontière: de jeunes couples nouvellement mariés à l'Ouest disent au revoir à leurs parents à l'Est; des pères de famille ayant fait défection voient leur femme et leurs enfants pour la dernière fois avant des années; des fiancés ainsi que des frères et soeurs doivent se dire adieu.



COUPE À BLANC Zone de tir libre

Pour empêcher les évasions, la RDA établit des zones de restriction de son côté de la frontière. À partir de 1952, un couloir de 500 mètres de largeur est dégagé le long de la frontière entre les deux Allemagne. Des résidents sont relégués de force; leurs maisons sont démolies. Ce premier déplacement de masse, qui touche 11 000 personnes, porte le nom de code « Action Vermine » au sein du parti SED.

L'établissement d'une zone de cette ampleur est impossible à la frontière entre les secteurs de Berlin. À certains endroits, des maisons situées de part et d'autre de la frontière ne sont séparées que par une rue et des trottoirs d'à peine quinze mètres de largeur. Jusqu'au mois de septembre, des Berlinoises de l'Est s'enfuient en descendant de leurs fenêtres à l'aide de câbles ou en sautant dans des filets tendus par des pompiers de Berlin-Ouest. De nombreuses personnes meurent, d'autres sont gravement blessées.

En septembre 1961, la police frontalière de la RDA commence à évacuer les bâtiments le long du Mur, et des milliers de Berlinoises de l'Est doivent abandonner leur appartement. Des camions de déménagement apparaissent souvent sans préavis devant les maisons. Cela concerne premièrement la Bernauer Straße, dans le quartier Wedding, et la Harzer Straße, dans le quartier Treptow, où les murs extérieurs des maisons font également office de frontière entre l'Est et l'Ouest. À compter de 1964, les gardes frontaliers créent une « zone de tir libre » en démolissant systématiquement des bâtiments évacués près du Mur. Dans la Bernauer Straße, il ne reste que des rez-de-chaussée avec des portes murées. Dans la Harzer Straße, des rangées de maisons en entier seront bientôt complètement rasées. On ne démolit pas uniquement des résidences, mais aussi des églises. L'épuration systématique de la zone près du Mur se poursuivra jusque dans les années 1980.



RÉGIME DES FRONTIÈRES

Mines et gazon de Staline

La direction du SED élargit systématiquement la zone frontalière autour de Berlin-Ouest. Lorsque l'espace le permet, on établit une zone interdite de cinq kilomètres de largeur, à laquelle seules les personnes munies d'un laissez-passer spécial ont accès. À partir de l'automne 1961, des pionniers des troupes de la zone frontalière posent jusqu'à 1,3 million de mines antipersonnel de fabrication soviétique le long de la frontière interallemande. Les mines sont conçues pour déchiqueter les pieds et les jambes, sans toutefois tuer les victimes immédiatement. À cela s'ajoutent, au début de 1970, des mines à fragmentation directionnelles installées sur la dernière clôture du territoire est-allemand et pointant vers l'est. Ces postes de tir automatique transpercent quiconque les déclenche. Selon un rapport confidentiel, « les blessures infligées par les SM-70 sont fatales ou suffisamment graves pour rendre les fugitifs incapables de franchir la clôture de sécurité. » La frontière interallemande devient pratiquement infranchissable sur près de 440 kilomètres du fait de ces armes automatiques meurtrières, pour lesquelles la RDA dépense

près de 50 millions de marks. À cela s'ajoutent des fils de détente, des câbles de signal, des lanternes et des treillis munis de clous en acier de dix centimètres de longueur, connus sous le nom de « gazon de Staline ».

Les gardes-frontières les appellent « obstacles de surface ». On les trouve souvent sur les berges des cours d'eau et à d'autres endroits où le risque d'évasion est élevé. Il est impossible de traverser un « gazon de Staline », même avec des chaussures lourdes.

Un an après le 13 août 1961, les milliers de kilomètres de fils barbelés et les murs en blocs de béton rendent les évasions pratiquement impossibles. Dix ans plus tard, presque tous les fils barbelés sont remplacés par des barrières en béton massif et des clôtures métalliques. Soixante pour cent de la frontière est renforcé par des tranchées; plus de 200 sentiers sont aménagés pour des chiens de garde et près de 250 miradors sont érigés. Les Soviétiques interdisent toutefois l'aménagement de champs de mines et l'installation de postes de tir automatique à la frontière de Berlin-Ouest.

10



ORDRE DE TIRER

Des morts et des blessés

Toute personne qui tente de quitter la RDA sans autorisation risque de perdre la vie. Les premiers des quelque 1 000 décès survenus à la frontière interallemande se sont produits en 1949, trois ans avant que celle-ci ne soit fermée par des fils barbelés et rendue pratiquement infranchissable. La construction du Mur vient colmater la dernière brèche. Le citoyen « moyen » est-allemand n'est nullement au courant que les gardes-frontières armés n'ont pas de munitions au début. Le régime de la RDA veut éviter toute escalade tant que la réaction des puissances occidentales demeurera incertaine.

Neuf jours après l'érection du Mur, Walter Ulbricht a la conviction que son calcul s'est avéré juste et que l'Ouest ne répliquera pas. Il annonce alors au Politburo: « Nous allons tirer sur les Allemands qui défendent l'impérialisme allemand. Ceux qui nous provoquent seront abattus! » Le lendemain, tous les gardes-frontières se voient remettre de vraies cartouches. À peine deux jours plus tard, la police des transports abat

Günter Litfin, un apprenti tailleur de 24 ans. L'ordre de tirer entre alors en vigueur. Cet ordre ne repose pas sur un document en particulier, il existe plutôt en différentes versions. Une instruction donnée aux gardes-frontières le 14 septembre 1961 dit ce qui suit: « Il est autorisé, après avoir tiré un coup de semonce, d'abattre des personnes tentant d'échapper à une arrestation au moment où elles fuient vers l'Allemagne de l'Ouest. » Peu après, l'état-major du Politburo de la RDA établit: « Des armes à feu doivent être utilisées contre les traîtres et ceux qui franchissent la frontière illégalement. » Et Erich Honecker, qui a succédé à Walter Ulbricht en tant que chef du parti, décrète explicitement le 3 mars 1974: « Des armes à feu doivent continuer à être utilisées impitoyablement contre toute personne tentant de violer la frontière. » L'ordre de tirer demeure en vigueur jusqu'au début d'avril 1989; son annulation demeure toutefois un secret bien gardé.

11



PETIT BERLIN Mödlareuth en Thuringe

Les soldats américains stationnés en Allemagne appellent ce petit village de 50 âmes, le « Petit Berlin ». Il est en modèle réduit un symbole de la capitale allemande et de la division de l'Allemagne. Cette petite localité est traversée par la frontière interallemande en son milieu. Village frontalier depuis des siècles, une partie de Mödlareuth am Tannbach se rattache à la région de Thuringe, l'autre appartenant à la Bavière. Pendant longtemps, cette ligne frontalière n'eut aucune incidence sur la vie communautaire des villageois qui, à l'instar des autres communautés villageoises de l'Allemagne, avaient leur école, leur taverne et leur chorale masculine. Les dimanches, tous les habitants se retrouvaient à l'église de Töben, village voisin situé en Bavière.

Initialement, lorsqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Thuringe est occupée par les Soviétiques et la Bavière par les Américains, rien ne change, sauf l'obligation d'avoir un laissez-passer.

Même après la création de la République fédérale d'Allemagne et de la RDA, les habitants de Mödlareuth peuvent encore traverser la frontière. Mais en 1952, tout va changer. Le SED commence à fortifier la ligne de démarcation. Situé dans la « bande de protection », le village n'est plus accessible aux Allemands de l'Ouest. Seuls les Allemands de l'Est ayant une autorisation spéciale peuvent y accéder. Les villageois identifiés comme posant une menace politique sont relocalisés. Peu à peu, la frontière intérieure allemande devient infranchissable à Mödlareuth. Au milieu des années soixante, la palissade de bois est remplacée par un mur de béton de 3,4 mètres comme celui de Berlin. Il fait office non seulement de mur mais aussi d'écran visuel puisqu'il est même défendu de se saluer de l'Est à l'Ouest. Pendant 37 ans, ce mur séparera les habitants de Mödlareuth. Au moment de la chute du Mur, la joie dans le « Petit Berlin » est aussi grande qu'à Berlin.



FUITES Le courage du désespoir

En violation des droits de la personne, les dirigeants du SED n'autorisent pas ses ressortissants à quitter le pays pour aller à l'Ouest. Les demandes de visas sont la plupart du temps refusées. S'ensuivent des répercussions sur le travail ainsi que du harcèlement par la Stasi. Pour plusieurs, la fuite demeure la seule option. Les motivations sont diverses : répression politique, horizon économique limité, mais aussi le désir de réunification familiale. Les moyens d'évasions sont aussi variés. Certains enfoncent les barricades à l'aide de véhicules lourds, d'autres creusent laborieusement un tunnel, d'autres encore utilisent la voie des airs, par avion ou montgolfière, ou la voie maritime, traversant la mer Baltique sur des radeaux, des embarcations de fortune ou même à la nage. Plusieurs s'échappent en utilisant de faux passeports en route vers des « pays socialistes voisins » ou encore en passant la frontière dissimulés dans les

coffres de voitures. Mais la majorité des « fugueurs de la République » ou comme on les appelait dans le jargon de la Stasi les « Verbleiber », étaient ceux qui profitaient d'une visite à l'Ouest pour ne pas revenir. La fuite était très risquée. Le nombre de tentatives ratées dépasse de beaucoup le nombre de défections réussies. Parmi les victimes, Chris Gueffroy, tué par balles en février 1989 et Winfried Freudenberg qui s'écrasa fatalement en mars 1989 à bord d'un ballon à gaz improvisé. Ils sont les deux derniers fugitifs à avoir perdu la vie en tentant de passer d'une Allemagne à l'autre.





MARCHANDAGE HUMAIN Rançonnement de prisonniers politiques

Entre la construction et la chute du Mur, plus d'un quart de million de femmes et d'hommes furent incarcérés en RDA pour des raisons politiques. Plusieurs furent condamnés à de longues peines de prison comme « fugueurs de la République », pour avoir facilité une défection, ou pour s'être réellement ou supposément opposés au pouvoir en place. Un prisonnier sur huit pouvait espérer une libération dont on parlait depuis longtemps à mots couverts. Ils seraient rachetés par la République fédérale. Ce marchandage humain débuta à la fin de l'ère Adenauer en 1962 sous le mandat de Rainer Barzel, alors ministre fédéral des Questions panallemandes. Les Églises protestantes d'Allemagne jouèrent ici un rôle important dans l'établissement de contacts. Le jour de Noël 1962, après d'âpres négociations tenues à l'Est et conduites par l'avocat Wolfgang Vogel, un premier accord de rançon fut conclu. Vingt prisonniers politiques et un nombre égal d'enfants retrouvèrent la liberté. Le prix convenu était de trois wagons ferroviaires d'engrais. Berlin-Est fit peu après monter les enchères. Initialement fixé à 40 000 DM par prisonnier, dans les années 80, le prix s'élève pour atteindre 100 000 DM. Souvent perçue en marchandise, la somme demandée était prétendument justifiée par les coûts de l'éducation reçues par les prisonniers en RDA.

La sélection des prisonniers était problématique. Alors qu'à l'Est, ceci dépendait du choix personnel du Secrétaire général du parti Honecker ou d'Erich Mielke, chef

de la Stasi, à l'Ouest, la décision revenait au ministère fédéral des Relations panallemandes. Ludwig Rehlinger, responsable du Secrétariat d'État écrivit plus tard : « Nous étions au courant par le biais des familles et des organisations caritatives de plusieurs noms et situations. Toutefois, il était clair que la RDA ne libérerait que très peu de détenus. C'était à nous avant tout de décider quels cas particuliers feraient l'objet de nos interventions. Une tâche très pénible. » Jusqu'en 1989, la libération de 37 755 prisonniers détenus dans les prisons de Bautzen, Hoheneck ainsi que d'autres lieux de détention tristement célèbres de la RDA, fut négociée avec succès.

Échanges d'espions sur le pont de Glienicke

Le pont de Glienicke est l'un des symboles les plus connus de la Guerre froide. Sur cette infrastructure en acier, qui surplombe la rivière Havel et qui joint Berlin et Potsdam, furent par trois fois échangés un total de 38 espions. Parmi eux, Rudolf Abel, espion nucléaire, Gary Powers, pilote de l'avion U-2 abattu en territoire soviétique, et Anatoli Schtscharanski, militant des droits civiques. Le « Pont de l'Unité », nommé ainsi par les autorités de la RDA, entre dans la légende, entre autres parce qu'il interdisait l'accès à la circulation privée. À partir de 1953, seuls des véhicules appartenant aux quatre missions militaires alliées étaient autorisés à le traverser. Aujourd'hui, un petit musée situé du côté de Potsdam, dans la Villa Schöninge, commémore cette période.

14



« NORMALISATION » Coexistence réglementée

Durant les années 70, la question des deux Allemagne semble perdre de son importance. Le monde ainsi que de plus en plus d'Allemands de l'Ouest se sont habitués à la division du pays. Il est question de « normalisation ». De nombreux accords contribuent à régulariser pour la première fois la relation entre la République fédérale et la RDA. Ces pourparlers se concluent en décembre 1972 avec la signature d'un traité fondamental où les deux côtés s'engagent « à respecter l'indépendance de chaque État dans ses affaires internes et ses politiques extérieures ». Malgré cette reconnaissance de facto, la République fédérale ne renonce ni à la réunification de l'Allemagne, ni à l'obtention de la citoyenneté pour tous les Allemands, comme il est stipulé dans sa constitution. Toutefois, ce traité fondamental met fin à l'idée que seule la RFA représentait l'Allemagne. La RDA fut dès lors reconnue internationalement. En 1974, les deux États allemands devinrent simultanément membres de l'ONU. À l'intérieur, les gouvernements de l'Allemagne de l'Ouest pratiquent une

politique de petits pas. Elle a pour but d'amenuiser les conséquences de la division de l'Allemagne, d'améliorer les conditions de vie des Allemands de l'Est et de consolider la cohésion nationale. En 1973, plus de 3,5 millions d'Allemands allèrent à Berlin-Est ou en RDA, trois fois plus qu'en 1970. En sens inverse, on note une première amélioration : 40 000 Allemands de l'Est non retraités sont autorisés à se rendre à l'Ouest pour des « raisons familiales impérieuses ». Le nombre d'échanges téléphoniques annuels sous le million jusqu'en 1970, s'élève à 23 millions par année jusqu'en 1980. Cependant les dirigeants du SED poursuivent une politique systématique d'isolement en réaction entre autres à l'influence de la télévision ouest-allemande. Leurs correspondants, tolérés à Berlin-Est depuis les milieux des années 1970, sont strictement surveillés.

15



LE MUR AU QUOTIDIEN

La vie à l'ombre de la ligne de démarcation

À l'Est, les gardes-frontières protègent les zones interdites et bloquent la vue sur le Mur. Les choses sont différentes à l'Ouest où le Mur fait partie de la vie quotidienne. Des graffiteurs l'utilisent comme un gigantesque canevas, les amateurs de camping y trouvent le weekend un abri paisible et les bars avoisinants de Kreuzberg s'en servent pour aménager des Biergarten improvisés comme si le Mur n'existait pas. Rapidement, cette frontière menaçante traversant en son milieu cette ville de plus d'un million d'habitants, revêt plus d'intérêt pour les touristes que pour sa population. Le couloir de la mort réémerge dans la conscience collective seulement lorsque des tirs y sont entendus. Puisque le mur de séparation est érigé à quelques mètres à l'intérieur du territoire est-allemand, il existe au cœur de Berlin un espace de non-droit dans laquelle la police de Berlin-Ouest ne peut pénétrer. De nombreuses constructions illégales occupent cet espace jusqu'en 1990 et certaines, qui ont été

depuis légalisées, s'y trouvent encore aujourd'hui. À l'ombre du Mur, les enfants de Berlin-Ouest ne jouent pas « aux voleurs et aux gendarmes » mais « aux fugitifs et aux gardes-frontières ». Reflet fidèle de la réalité, leurs jeux se terminent le plus souvent par la mort du « fugitif abattu ». Les enfants intègrent l'inhumanité de façon inconsciente, les adultes en font souvent abstraction. Ce n'est qu'en apparence que les gens se sont ajustés à la réalité. En fait, plusieurs d'entre eux souffrent de ce que les psychiatres et neurologues ont appelé « la maladie du Mur ». Il s'agit de troubles psychosomatiques souvent accompagnés de dépression et du sentiment « d'être emmuré ». Suivant l'érection du Mur, Berlin-Ouest devient l'une des villes ayant le plus haut taux de suicide au monde. Le taux de suicide et de tentative de suicide demeure cependant encore plus élevé à Berlin-Est.



RÉVOLUTION

Nous sommes le peuple !

Le monde se transforme avec la politique de réformes de Mikhaïl Gorbatchev. L'espoir de mettre fin à la course aux armements renait à l'Ouest, celui de la démocratisation renait à l'Est. Mais le SED n'accorde aucune valeur aux réformes de la glasnost et de la perestroïka. En RDA, mal en point économiquement, la dépression règne. En mai 1989, des forces d'opposition mettent en lumière des résultats d'élections communales falsifiés. Le gouvernement feint l'ignorance et exerce des sanctions. Le nombre de demandes d'autorisation de sortie de territoire augmente. À l'été, ils sont des milliers à partir en vacances sans intention de retour. Ils partent pour la Hongrie, là où le Rideau de fer à la frontière avec l'Autriche est franchissable ou pour Prague et Varsovie où ils occupent les ambassades de l'Allemagne de l'Ouest. Alors qu'ils reçoivent l'autorisation de voyager à l'Ouest et que le leadership du SED célèbre impassible les 40 ans de la RDA, des mouvements de protestation de masse apparaissent. Les paroles de Mikhaïl Gorbatchev, chef d'État invité,

agissent comme un phare : « Qui arrive en retard, est puni par la vie ». C'est par centaines de milliers qu'on descend dans les rues de Leipzig, Berlin et d'autres villes. « Nous sommes le peuple » est le cri de ralliement de cette révolution pacifique. De nouvelles formations politiques voient le jour. Les partis satellites s'émancipent du SED, qui chasse Honecker de ses rangs. Son successeur Egon Krenz a peu d'influence sur le déroulement des événements. Afin d'alléger la pression sur le nouveau parti et son leadership, il est décidé de promulguer un nouveau règlement permettant de voyager à l'Ouest.





LA CHUTE DU MUR Le 9 novembre 1989

Il est exactement 18 h 53 au Centre international de presse de Berlin-Est lorsque Günter Schabowski, membre du Politburo, annonce que : « Les dirigeants de la RDA ont décidé aujourd'hui d'édicter un règlement donnant la possibilité à tout citoyen de la RDA de sortir du pays. » À un journaliste demandant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, Schabowski, fouillant dans ses papiers, répond par erreur : « Immédiatement, sans délai. » Ces paroles du fonctionnaire de la SED déclenchent une avalanche. À peine les agences de presse de l'Ouest ont-elles diffusé cette surprenante nouvelle qu'un nombre incalculable de Berlinois de l'Est se ruent vers les postes-frontière. À 21 heures, les Trabant et les Wartburg s'entassent le long de la Bornholmer Straße. Les gens scandant des slogans, demandent l'ouverture de la frontière, mais l'officier responsable n'a reçu aucune instruction. Au Bundestag, les députés

se lèvent et entonnent l'hymne national allemand « Einigkeit und Recht und Freiheit ». À peine l'ont-ils terminé qu'au poste-frontière de la Bornholmer Straße, les premiers Berlinois de l'Est ont la permission de passer. Peu à peu s'ouvrent les autres postes-frontière comme Checkpoint Charlie par exemple. La pression était devenue trop forte avoua plus tard Egon Krenz, le successeur d'Honecker. Rapidement une ambiance exceptionnelle envahit Berlin. Des centaines de milliers de personnes en provenance des deux parties de Berlin font la fête aux postes de contrôle sur Kurfürstendamm et devant la Porte de Brandebourg, symbole de la partition allemande. Après 28 années, c'est la chute du Mur. Un an plus tard, la RDA aura cessé d'exister. Libre et en paix, l'Allemagne est réunifiée.



RESTAURATION Procédures pénales et mémoire

Une injustice perpétrée en RDA doit en principe être punie selon les lois pénales de la RDA. Car la « non-rétroactivité » appartient aux principes fondamentaux de l'État de droit. Dès lors comment la justice de l'Allemagne réunifiée doit-elle punir les individus qui ont tué des gens le long de la frontière interallemande ? Ils n'ont pas enfreint les lois de la RDA, mais ont suivi des ordres clairs. Afin de pouvoir démontrer la responsabilité des accusés, la Cour fédérale de justice a recours à un principe mis de l'avant par le juriste Gustav Radbruch. Le code de la loi est inapplicable lorsqu'il contrevient de façon élémentaire aux droits de la personne - l'annihilation violente d'une vie humaine étant la violation la plus grave des droits humains. Plus de 2 000 enquêtes judiciaires pour des tirs meurtriers à la frontière interallemande furent conduites. Environ 300 personnes firent l'objet d'une condamnation définitive, mais seulement 30 individus furent en réalité servir une peine d'emprisonnement. Seulement dix autres personnes furent accusées d'avoir enfreint les lois de la RDA et furent condamnées à une peine de prison. Parmi eux, Egon Krenz, Heinz Keßler et Günter Schabowski, membres du parti et du gouvernement, qui furent tenus responsables des tirs frontaliers. Les procédures contre plusieurs des plus hauts responsables de ces meurtres, tels Erich Honecker, chef du SED et Erich Mielke, chef de la Stasi, sont suspendues. Les accusés sont, selon

les critères établis par les États de droit, jugés inaptes à subir leur procès. L'année 2005 marque la clôture de la restauration pénale des injustices commises en RDA. Jusqu'au meurtre, entendu dans sa définition juridique stricte, tous les délits sont prescrits. « Nous voulions la justice et nous avons eu l'État de droit » fit remarquer Bärbel Bohley, militante désillusionnée des droits civiques en RDA à propos de la controverse juridique suscitée par les injustices du SED. Malgré ces critiques justifiées, les poursuites pénales ont contribué de façon importante à mettre en lumière les injustices du régime de la RDA. Il reste maintenant, en attendant les conclusions du long travail de recherche scientifique portant sur l'État de non-droit qu'était la RDA, le devoir de mémoire. De nombreuses installations comme le mémorial du Mur de Berlin sur la Bernauer Straße, le mémorial de la division de l'Allemagne érigé sur ce qui était jadis le poste-frontière de Marienborn à Helmstedt, le musée interallemand de Mödlareuth, tout comme la multitude de petits ou grands monuments et musées parsemés le long de ce qui fut autrefois la frontière interallemande et à Berlin ont pour mission d'honorer la mémoire des victimes, de rappeler l'inhumanité de la gestion des frontières du régime du Parti socialiste (SED) ainsi que de réaliser un travail d'éducation historique et politique.



COMMÉMORATION Plus jamais la dictature !

Axel Springer pose en 1959 les fondations de sa maison d'édition directement sur la ligne de démarcation du secteur soviétique de Berlin. Visionnaire, il est profondément convaincu que cette division artificielle de l'Allemagne ne peut tenir devant la logique de l'histoire. L'éditeur demeure en place lorsque deux années plus tard des équipes de construction érigent le Mur directement aux abords du terrain de sa maison d'édition. Axel Springer et ses éditeurs qui, sur plusieurs décennies, se sont engagés pour l'unité de l'Allemagne, ont vu juste : dans la foulée de cette révolution pacifique et après 28 longues années, le Mur s'écroule. Presque une génération s'est écoulée depuis. Ce que la division avait apporté de souffrances, comment celles-ci furent surmontées et la joie qui suivit la chute du Mur en ce mois mémorable de novembre 1989, s'estompent peu à peu de la conscience collective de la nation. Le renversement

de cette tendance est un sujet de préoccupation pour les éditions Axel Springer. De même en est-il pour la Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur, qui se penche sur l'histoire de la dictature communiste et de ses conséquences, sur la division de l'Allemagne et de l'Europe ainsi que sur son renversement. Fondée en 1998 par le Bundestag, la fondation a depuis subventionné environ 2200 projets à travers l'Allemagne et octroyé plus de 31 millions d'euros avec l'objectif de combattre toute glorification du SED et idéalisation de la RDA. Pour l'exposition « Le Mur », la fondation a travaillé en partenariat avec les quotidiens BILD et Die Welt, qui ensemble poursuivent le même objectif : Plus jamais la dictature !

MENTIONS LÉGALES

L'exposition « Le Mur : une frontière à travers l'Allemagne », a été produite par la Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur et les quotidiens BILD et Die Welt.

La recherche d'images, la production et la rédaction des textes sont le fruit du travail des Drs Ralf Georg Reuth (BILD) et Sven Felix Kellerhoff (Die Welt). Le Dr Ulrich Mähler de la Bundesstiftung zur Aufarbeitung a assuré la direction du projet.

La conception du projet était sous la responsabilité de Barbara Boettcher-Hillen (BILD). Thomas Klemm (Agentur für Gestaltung und Realisierung, Leipzig) était responsable de sa réalisation.

Les photos présentées dans cette exposition - à moins d'indications contraires - proviennent des archives photographiques du quotidien BILD et de ullstein bild. Les cartes et graphiques ont été conçus et produits par Jim Dick.

Monika Gehrman et Tanja Belli de l'équipe éditoriale photo de BILD ont collaboré à la documentation photographique.

Le matériel éducatif accompagnant l'exposition est offert gratuitement au :

www.stiftung-aufarbeitung.de/DieMauer

